

ICANN72 | Réunion générale annuelle virtuelle – Réunion conjointe : Conseil d'administration de l'ICANN et NCSG  
Lundi 25 octobre 2021 – 09h00 à 10h00 PDT

FRANCO CARRASCO : Nous allons lancer l'enregistrement.

Bonjour et bienvenue à la réunion conjointe entre le conseil d'administration de l'ICANN et le groupe des représentants des entités non commerciales. Je suis le responsable de la participation à distance pour cette séance. Veuillez noter que cette séance est enregistrée et qu'elle suit les normes de conduite de l'ICANN.

L'interprétation pour cette session comprend les 6 langues des Nations Unies : français, anglais, arabe, chinois, russe, espagnol. Cliquez sur l'icône d'interprétation dans Zoom et sélectionnez la langue que vous écouterez pendant cette séance.

Pour nos panélistes, indiquez votre nom pour l'enregistrement et la langue que vous parlerez si vous parlez une langue autre que l'anglais.

Avant de prendre la parole, assurez-vous d'avoir sélectionné la langue dans laquelle vous vous exprimerez dans le menu d'interprétation et mettez en sourdine toutes les notifications et parlez clairement et lentement pour nos interprètes.

Cette discussion se déroulera uniquement entre le conseil d'administration de l'ICANN et les membres du NCSG. Par conséquent

---

**Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.**

nous ne répondrons pas aux questions du public. Cependant tous les participants peuvent faire des commentaires dans le chat. Veuillez utiliser le menu déroulant dans le chat et sélectionnez « répondre à tous les panélistes et participants ». Cela permettra à tout le monde de voir vos commentaires. Veuillez noter que les discussions privées ne sont possibles qu'entre les panélistes dans le cadre d'un webinaire Zoom. Tout message envoyé par un panéliste à un autre participant sera également vu par les autres co-animateurs et autres panélistes.

Pour visualiser la transcription en temps réel, cliquez sur le bouton « close caption » dans la barre d'outils Zoom.

Sur ce, je cède la parole au président du conseil d'administration de l'ICANN. Maarten Botterman vous avez la parole.

**MAARTEN BOTTERMAN:** Merci beaucoup Franco, merci de présenter ici cette séance. Bon anniversaire à Bruna. Bienvenue aux membres du NCSG pour cette réunion conjointe avec le conseil d'administration.

Nous voulons interagir avec vous, c'est une bonne chose. Donc la meilleure personne pour modérer tout cela serait Matthew Shears, et nous lui donnons la parole.

**MATTHEW SHEARS:** Merci Maarten. Bienvenue à tous pour cette réunion 72 de l'ICANN. C'est agréable de voir autant de noms et de visages connus. Hélas, nous ne pouvons pas nous rencontrer en personne.

Nous avons quelques thèmes, quelques questions à aborder ici et je voudrais préciser que nous allons parler des objectifs de l'exercice fiscal 2023, mais je voudrais savoir comment est-ce que nous pouvons mieux travailler avec les gouvernements et, par conséquent, je voulais présenter pour cette discussion ce point-là sur notre objectif 9 concernant les documents d'objectifs pour l'exercice fiscal 2022.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Oui, merci beaucoup. Nous avons discuté beaucoup sur ces thèmes, donc si vous voulez nous pouvons directement changer l'ordre de cette conversation et commencer le débat.

MATTHEW SHEARS: Parfait. Nous allons commencer, merci.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Je vous remercie tous, tous les membres du conseil qui nous donnent à nouveau cette possibilité de bavarder avec vous, d'échanger avec la communauté des représentants non commerciaux et le conseil d'administration de l'ICANN.

Nous voudrions faire une suggestion, c'est une idée de Tatiana et de moi aussi, et notre proposition est de voir les objectifs de l'exercice fiscal 2022, l'objectif numéro 9 attire notre attention parce qu'il dit que le conseil d'administration doit travailler avec les différentes parties prenantes du monde pour partager le rôle concernant la gestion de l'internet.

Et, bien qu'il s'agisse d'un point très important, et très intéressant, c'est un point qui est très large, très ample. Donc on aimerait bien avoir votre opinion et on voudrait vous demander quelles sont les différentes étapes que le conseil d'administration a l'intention de mettre en œuvre pour atteindre ces objectifs et comment pouvez-vous vous assurer de préserver le modèle multipartite au sein de l'ICANN. Et, nous voudrions aussi savoir quelle est votre vision concernant la collaboration avec les différentes parties prenantes, comment parvenir à cette collaboration, cette bonne collaboration entre les gouvernements, les différentes parties prenantes et l'ICANN et quels sont les plans pour les gouvernements qui ne partagent pas les objectifs de l'ICANN pour un internet ouvert.

Donc voilà, ce serait les premières questions, on aimerait bien commencer le débat concernant cet objectif numéro 9.

MATTHEW SHEARS:

Bien, avant de répondre, je dirais que vous savez quelle est la question et le thème de discussion pour le conseil d'administration, donc veuillez fournir des commentaires sur la façon dont vous allez identifier et travailler plus en détail avec les gouvernements pour former, éduquer et interagir avec eux dans le cadre de cette approche d'un internet ouvert.

Je donne la parole à Tripti Sinha.

TRIPTI SINHA :

Merci Matthew, merci Bruna. Je vais si vous voulez encadrer un petit peu cette discussion pour commencer ensuite le dialogue.

À propos de l'objectif numéro 9 et de nos objectifs pour l'exercice fiscal 2022, je voudrais mettre l'accent sur la mission et la vision de l'ICANN qui se trouve dans notre logo, un monde un internet, par conséquent maintenir un seul internet stable qui soit interopérable pour toute la communauté et la mission de l'ICANN. Mais ce n'est pas quelque chose que nous pouvons faire tout seuls, puisque cela comprend le système d'identificateur unique de l'internet, qui est la mission de l'ICANN. Et, dans cet écosystème, il faut une bonne opération de l'internet et il est important de participer avec différentes parties prenantes pour promouvoir et comprendre le rôle de l'ICANN et le soutenir. Et ce rôle est lié à cet identificateur unique qui est central pour l'internet.

Et cet objectif vise à soutenir le système multipartite de l'ICANN, pour qu'il n'y ait pas d'impact négatif dans ce sens. Donc ce travail s'assure que le travail politique de l'ICANN continue, sans problème.

Alors, comment parvenir à cela ? Quelles sont les étapes à mettre en œuvre ?

Nous travaillons avec les gouvernements, avec les OIG, avec les différentes parties prenantes de l'internet de façon à ce qu'ils comprennent l'impact que pourraient avoir des activités voulues ou non voulues sur la partie technique de l'internet. Il s'agit aussi d'une participation, nous voulons expliquer, aller au-delà de l'écosystème de

l'internet, aller au-delà du rôle de l'ICANN. Parce que l'ICANN est une organisation technique et notre objectif est de participer, de faire comprendre et de comprendre les problèmes que les OIG et les gouvernements peuvent avoir et de leur présenter les différents aspects du travail que nous faisons.

Nous voulons fournir des informations et mettre un dialogue en place sur les questions liées à internet et les politiques de l'internet, que ce soit au niveau de l'OIT, des Nations Unies, des gouvernements, de l'OCDE. Et au niveau de la collaboration, cela comprend la participation et les différents lieux de participation et d'échanges. Dans l'écosystème de l'internet, nous avons des systèmes pour parvenir à échanger des connaissances, connaissances au niveau gouvernemental et technique pour parvenir à cet internet pour tous.

Donc il faut comprendre l'impact des actions gouvernementales et intergouvernementales sur l'opération en général du système de l'internet parce que chacun a ses propres priorités. Par conséquent, comment est-ce que nous pouvons travailler, continuer à maintenir tout cela ?

Nous allons continuer à faire des rapports pour parler des réglementations sur l'opération technique de l'internet, nous allons continuer à faire participer les organismes gouvernementaux pour écouter leurs préoccupations, fournir des présentations, expliquer les systèmes de l'internet, comment cela fonctionne, comment l'internet se développe. Et, puisque nous avons depuis 2014 une série de discussions au niveau des Nations Unies, au siège de New York et à Genève, nous

pouvons travailler avec les nations sur les activités liées aux responsabilités techniques de l'ICANN, échanger sur ces points.

ICANN va continuer à publier des documents, à faire des analyses, à présenter ces analyses sur les différentes régulations, sur tout ce qui concerne la mission de l'ICANN, et nous voulons travailler pour que le programme qui puisse affecter, qui puisse mettre en danger le système d'identificateur unique de l'internet soit analysé. Nous voulons voir aussi quels sont les impacts qui pourraient exister sur l'interopérabilité, la résilience, la stabilité du DNS, les politiques aussi concernant l'internet. Et l'équipe de participation avec les gouvernements travaille à un site internet avec des analyses, avec le travail fait par At-Large, nous voulons explorer les différentes structures politiques, ouvrir tout ce qui existe au niveau des discussions sur l'espace cybernétique, les structures, les structures des OIG, la législation européenne, tout ce qui se passe au niveau des Nations Unies.

Donc l'ICANN va continuer à informer la communauté concernant les législations, les réglementations, tout ce qui concerne l'OIG, tout ce qui concerne la mission de l'ICANN.

Et un exemple serait le RGPD, tous les travaux réalisés par l'ICANN sur cette question.

Donc, l'ICANN va continuer à fournir des opportunités de développement de compétences aux membres du GAC, aux différents groupes techniques. Et, dans ce but, l'équipe de participation avec les gouvernements de l'ICANN a mis en place des ateliers dans lesquels

nous partageons la partie technique de l'ICANN, les connaissances concernant le DNS, la sécurité du DNS.

Donc je vous encourage à participer aux périodes de commentaires publics, à essayer de comprendre les politiques de l'ICANN. Il y a plusieurs membres de la communauté qui ont répondu, par exemple, à une période de commentaires publics et nous savons que l'ICANN contrôle le processus de suivi, essaye de participer au travail des OIG.

LÉON SANCHEZ:

[Léon Sanchez demande qu'on ralentisse un petit peu le rythme pour les interprètes]

TRIPTI SINHA :

Oui, je parlais de l'analyse, du suivi que fait l'ICANN pour la participation avec les OIG, les gouvernements, les législateurs concernant ces initiatives. Et l'ICANN a utilisé des messages, a soumis des évaluations, a mis en place des dialogues pour répondre à des préoccupations et des enjeux que représentaient certaines réglementations ou législations qui pouvaient avoir un impact sur le fonctionnement d'internet et sur l'icann.

En ce qui concerne les pays qui ne partagent pas notre objectif d'avoir un internet ouvert, il est important de comprendre ce que cela signifie, ce que cela signifie exactement et ce que signifie le fait qu'ils ne partagent pas cet objectif.



L'ICANN n'est pas un État membre, nous ne votons pas, nous ne votons pas dans des forums politiques, mais ce que nous pouvons faire pour améliorer l'interopérabilité de l'internet, la façon dont fonctionne internet, son développement et l'impact que cela peut avoir pour le développement des pays.

Donc il faut comprendre que certains pays doivent reconsidérer leur interaction avec la communauté mondiale. Un internet ouvert est un élément de grande importance pour notre économie, et ça a été un moteur clef pour inclure ce réseau que nous avons aujourd'hui.

Par conséquent, il est aussi très important que les personnes qui ne sont pas d'accord avec cette vision ouverte d'un internet, surtout lorsqu'il s'agit d'un manque d'information ou de compréhension, il faut qu'ils comprennent que cela peut avoir un impact. Et dans ce sens, la participation des OIG et des gouvernements est très importante.

Il est aussi important de comprendre les différences qui existent entre plateforme et internet, de façon que les préoccupations concernant les contenus qui se trouvent sur certaines plateformes ou l'utilisation de données ne mettent pas en danger la capacité des citoyens de recevoir les bénéfices de l'internet. Par conséquent, pour l'ICANN il est important de conserver ce système dans sa totalité et de le conserver intact.

Et, finalement, je vous rappelle que la mission de l'ICANN ne comprend pas les plateformes de contenu. Les pays ont un impact là-dessus et les législations ne doivent pas avoir un impact sur l'internet en tant que réseau. Ce réseau doit rester vivant, en bonne santé et ici nous avons

l'ICANN qui joue un rôle clef pour maintenir ce système qui permet que l'internet fonctionne.

Donc c'était mon commentaire d'introduction pour cette discussion et je rends maintenant la parole à Matthew.

MATTHEW SHEARS: Bruna, c'est à votre tour.

BRUNA MARTINS' DOS SANTOS : Oui, merci Matthew et merci Tripti pour cette introduction. Vous avez commencé une conversation interne, donc je vais demander à mes collègues de me rejoindre dans le chat. [Inaudible].

Alors que j'écoutais Tripti, j'avais quelques doutes. À quel niveau pensez-vous vous impliquer avec les gouvernements ? Alors, est-ce qu'il y a une activité pour le monde entier ?

Pour les États-Unis, le ou les gouvernements, pays, considérés comme les plus importants pour l'élaboration de politique par rapport à l'internet, les couches d'infrastructure ces dernières années, avons-nous des conditions requises ou évaluations par rapport au fait de savoir avec quels gouvernements l'ICANN s'engage ? Parce que, d'après ce que je vois, tout type d'activité qui a pour objectif d'éduquer les décideurs politiques, c'est ce que j'ai vu d'ailleurs ces derniers mois au Brésil, à savoir qu'à chaque fois qu'on dit que l'internet c'est plus que Face Book ou Twitter, ce qu'il se passe c'est qu'on essaye de voir au-

delà, en termes d'élaboration de politique, processus d'élaboration de politique, etc.

Donc, excusez-moi si dans cette première intervention je prends un petit peu de temps, mais j'aimerais savoir quelles sont les priorités par rapport à l'engagement gouvernemental tel que définit par l'ICANN et est-ce que ça concerne uniquement les gouvernements des pays du nord, par exemple, ou avons-nous une évaluation jusqu'à présent par rapport aux gouvernements avec lesquels on s'engage le plus ? Ça, ce serait ma première question. Et j'espère que d'autres collègues pourront rejoindre cette conversation aussi.

MATTHEW SHEARS:

Merci Bruna. Je pense que Goran va répondre.

GORAN MARBY :

alors, tout d'abord, on fait des rapports par rapport à ce que l'on fait vis-à-vis des gouvernements et il s'agit du rapport CO. Il s'agit d'une description assez complète par rapport à tout le travail que l'on fait. On travaille par exemple au niveau du renforcement de capacité avec le GAC pour les régions faiblement desservies de par le monde.

Mais laissons cela de côté, parce que votre question est réellement une bonne question et ça nous renvoie au cœur de ce que l'on fait.

Les objectifs qui sont ceux du conseil d'administration et les miens, c'est l'idée selon laquelle il faut agir. Et, d'ailleurs, la question que vous nous posez est précisément celle qu'on se pose.

Donc si vous revenez à ce que disait Tripti au début, d'abord on voit une menace vis-à-vis du modèle multipartite et du rôle de l'ICANN au sein de cet écosystème, et tous ici présents sont parfaitement conscients de cette menace. La Russie et leur tentative d'occuper la présidence de l'UIT prochainement. Donc les menaces au niveau de tous les systèmes. Ça, c'est la principale menace.

Et, certains d'entre vous diront : oui, ça c'est déjà une vieille histoire. Mais ça n'est pas le cas. Certaines de ces décisions qu'on voit là sont beaucoup plus importantes qu'il y a 5 ans. Et cela nous renvoie à la série précédente où les gens n'avaient pas la possibilité d'avoir des identificateurs, etc., et ça, ça nous renvoie à la même chose.

L'ICANN, en tant qu'institution, est une institution mondiale. Et l'une des choses que l'on a vues, c'est qu'il faut avoir une meilleure interaction avec la communauté. Pendant de nombreuses années on a demandé à la communauté d'avoir une interaction avec la communauté sur toutes ces questions, parce qu'il y a plusieurs années on s'est rendu compte de ces lacunes. On attend les contributions de la communauté.

Heureusement nous avons beaucoup de monde de la communauté de par le monde qui ont des connaissances locales pour nous aider, par exemple dans le domaine de la législation. Et nous demandons la contribution des membres de la communauté. Non seulement nous travaillons avec la législation nord-américaine et européenne, mais on voit aussi des textes de loi de différents pays. Par exemple, la loi sur la confidentialité qui vient d'être approuvée en Chine.

Donc il faut aller un petit peu plus loin. Et, dans la préparation des réunions de l'ICANN, on aime réserver une séance où on suscite ce dialogue avec la communauté, et on voit quelles sont les initiatives en cours. Et on obtient également des contributions de la communauté au sens large.

Mais souvenez-vous, il s'agit de s'assurer que l'ICANN a voix au chapitre sur toutes ces questions.

Donc nous avons des projets dont on peut mieux parler, en particulier en Afrique où on peut ajouter du renforcement de capacité en Afrique, on s'engage davantage avec les gouvernements africains et nos partenaires ISOC et les RIR en Afrique, parce qu'on sait qu'il y a de nombreux pays qui continuent de penser que l'internet c'est les réseaux sociaux seulement.

Donc nous, on voit les choses comme vous les voyez, on doit améliorer les choses, on doit fonctionner de manière plus transparente et plus efficace dans notre communication et notre manière de fonctionner avec la communauté.

Mais un message que j'aimerais envoyer, on parle de l'internet alternatif, mais il n'y a pas une telle chose que l'internet alternatif ou les noms de domaine alternatifs. Donc la capacité pour les gens d'avoir une collectivité ouverte de par le monde, c'est quelque chose de totalement différent. Par exemple, j'ai eu l'occasion de le voir parce que je crois en la capacité de gens de se connecter à un internet unique et ouvert. Et c'est ce que j'anticipe pour les prochaines années. Et vous voyez des

gouvernements de par le monde qui élaborent des propositions qui pourraient avoir une incidence sur la capacité des gens à avoir accès à cet internet ouvert.

Donc merci Bruna d'avoir lancé cette conversation.

MATTHEW SHEARS: Tatiana, à vous.

TATIANA TROPINA: Merci. Ces conversations sont intéressantes, on se demande toujours où commencer. D'ailleurs j'ai beaucoup de choses dont je vais parler. Je vais commencer avec un point, je vais revenir sur l'évaluation de la menace dont a parlé Goran.

Je pense que ce point est très valide, ce point fait par les Russes. Cela est effrayant car ils veulent parler à plusieurs gouvernements. Ils parlent de la question du contrôle, donc ils essayent de donner plus de détails. Donc ce n'est pas la Russie qui dit non, nous avons plus de contrôle, ils parlent de réglementation. Voilà donc les premiers points.

Mais aussi, je pense que le problème qui se présente ici n'est pas seulement un problème de la Russie, c'est aussi un problème qui se pose dans le NIS2 sur les recommandations de la cybersécurité et des résolveurs DNS. Mais il y a donc ce plan de contingences pour les serveurs de zone racine en Europe.

Je vois qu'il y a un problème plus important ici. Nous ne parlons pas seulement des gouvernements amicaux ou pas amicaux, mais il suffit d'essayer de ramener un peu plus de contrôle. Mais je pense que quand il s'agit de la question au conseil d'administration, je ne suis pas sûre de l'interaction, est-ce que c'est le cadre que l'on devrait utiliser ? Je ne suis pas sûre que certains gouvernements veulent être éduqués sur le sujet. Vous n'allez pas me croire mais je pense que pour certains d'entre eux c'est un sujet assez sensible.

Je voudrais dire qu'essayer de changer le discours pour parler en tant qu'égaux.

Aussi, je voudrais... [Problème interprétation]

... Ce que l'ICANN fait et pourrait faire pour accompagner ce processus en cours, mais en on est où en est maintenant, c'est-à-dire dans un endroit de mode d'endommagement, si vous voulez, un endroit où on ne voudrait pas être. Et la légitimité de l'ICANN en interne comme en externe est importante, on le sait. Pourquoi les parties prenantes ?

Je pense que pour nous, on le sait, l'internet n'est pas cassé, mais le monde ne le sait pas lui. Et il ne s'agit pas d'éduquer les gouvernements, les gens sur le terrain n'ont aucune idée de la manière dont fonctionne l'ICANN, que ce soit le secteur de l'industrie privée, la bulle des noms de domaine ignore totalement comment fonctionne l'ICANN.

Et il faut sortir de ce mode de préjudice. Donc il faut éduquer par rapport au dialogue tout cela. Ça devrait être un objectif ultime. Mais le plus

important c'est d'accroître et de renforcer la légitimité. La légitimité c'est pas simplement l'information et la formation.

Lorsqu'on est en train de former, on est en train de dire : oui, on a ces connaissances, on a ce contrôle. Mais il faut impliquer davantage les parties prenantes. Donc je pense que toute cette idée devrait être reformulée, revue par rapport au concept plus large de savoir quel est notre message vis-à-vis du monde. Parce que notre visibilité, finalement, c'est ça le plus important.

Et enfin, et tout aussi important, j'ai beaucoup aimé l'année dernière la gouvernance technique de l'internet, cette séparation vis-à-vis de l'aspect technique. Je pense que ça fait sens. Mais, d'un autre côté, le fait de limiter le concept de gouvernance technique, qui devrait peut-être être indépendant de l'aspect politique, il faut faire attention parce qu'il faut essayer de toucher davantage de gens. Il faut éduquer d'autres parties prenantes et donc il faut faire plus à ce niveau-là. Merci.

MATTHEW SHEARS: Merci Tatiana. Je crois que je vais céder la parole à Goran, puis Bruna.

GORAN MARBY : Non, il ne s'agit pas de discuter avec Tatiana, je suis tout à fait d'accord avec ce qu'elle vient de dire, elle a tout à fait raison.

Mais quelques observations. Lorsqu'on interagit avec les gouvernements, nous sommes une institution hautement respectée, nous sommes uniques d'ailleurs de par le monde. Et je vais vous donner



une preuve de cela. Nous avons plus de 70 pays qui s'engagent à l'ICANN, nous avons des centaines de personnes du monde entier qui participent et qui consacrent leur temps à l'ICANN. Donc on jouit de cette renommée. Nous sommes respectés.

Effectivement, il y a des pays ou plutôt des représentants de pays comme au sein du G7, du G20, différents organes de l'ONU, qui expriment leur intérêt par rapport à ce que l'on fait et s'intéressent à ce que l'on fait et la manière dont on le fait.

Je pense que le problème c'est que l'une des choses qu'on veut faire c'est fixer de nouvelles manières d'interagir avec les nouvelles parties prenantes. C'est justement ça l'objectif.

Merci Tatiana. Et ce que l'on propose aussi c'est d'avoir une meilleure conversation avec la communauté ICANN.

C'est pour cela que nous voulons que ce type d'échanges puissent avoir lieu.

Alors, au niveau de la façon dont cette conversation peut avoir lieu, nous avons de la chance, nous avons de bons conseils pour que cela fonctionne avec les gouvernements. Et ce qu'on nous indique ici c'est comment mieux travailler ensemble avec les parties prenantes, avec la communauté de l'ICANN, c'est comme cela que nous voulons travailler.

Je sais que je parle un petit peu vite, et je m'en excuse auprès des interprètes.

MATTHEW SHEARS: Je sais que Tatiana avait quelque chose à ajouter, peut-être Bruna vous souhaitez prendre la parole ?

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Donnons la parole à Tatiana.

TATIANA TROPINA: Merci. Lorsqu'on parle des gouvernements qui nous respectent, qui aiment cette idée de gouvernance, le département des affaires économiques, qui travaillent avec nous, qui nous respectent, c'est peut-être pas la même personne qui va aller dans une autre réunion pour essayer de contrôler les choses. Alors quand on parle des gouvernements, je crois que c'est un petit le problème ici de la légitimité. Ceux qui nous connaissent au sein des gouvernements nous respectent. Mais le problème est que ceux qui rédigent les réglementations et les législations ne sont pas exactement les mêmes personnes.

MATTHEW SHEARS: Bruna, allez-y, vous avez la parole.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Merci. Oui, je pense qu'à propos de ce que Tatiana vient de dire, je pense qu'elle l'a bien dit et j'ajouterais que nous avons tous une question d'héritages ici, nous devons préserver le système multipartite, et éviter que les gouvernements veuillent contrôler cet espace.

C'est un espace dans lequel les gouvernements ont toujours eu un peu envie d'entrer. Mais, comme cela a été dit, nous avons vu une présence croissante et un programme des gouvernements, une participation des gouvernements croissante au sein de l'ICANN.

Donc la question : est-ce que nous avons un plan en cas de difficultés, en cas de problèmes ? Est-ce que nous savons ce que nous ferions si une action dans laquelle il y aurait de plus en plus de gouvernements au sein des différentes organisations de l'ICANN qui seraient présents ? Est-ce que nous avons un plan pour les situations dans lesquelles toute la participation du gouvernement n'est pas vraiment linéaire ou si leur action vise à bloquer l'activité de l'ICANN ?

Voilà, ce que j'aimerais, c'est que vous nous parliez de tout cela, parce que je pense que nous avons besoin d'action ici, on a besoin d'entendre ce que signifie l'internet et cet internet démocratique, pour nous tous.

Donc je crois que ce serait important, puisqu'il s'agit d'un débat sur l'internet, les réglementations qui régissent l'internet, puisque nous en parlons, je crois que c'est intéressant de donner la parole aux autres parties prenantes.

MATTHEW SHEARS:

Merci Bruna. Nous allons donner la parole à Goran Marby. Ha, je ne savais pas, Maarten, vous vouliez parler ?

GORAN MARBY :

C'est une question opérationnelle. Bien, les problèmes que vous connaissez tous c'est que nous voyons une législation croissante de gouvernements dans le monde et cela a un impact sur l'ICANN et sur les capacités de l'ICANN à élaborer des politiques et à utiliser les identificateurs. L'ICANN ne peut pas et nous ne pouvons pas. Comme Tripti l'a dit, il y a des législations, il y a des parties prenantes dans chaque pays qui doivent faire respecter leurs droits et qui doivent faire appliquer ces législations.

On voit aussi qu'il y a des personnes qui respectent et d'autres qui ne respectent pas ces législations et dans la communauté de l'ICANN il y a différentes opinions à ce propos. Je pense que nous pouvons avoir une meilleure conversation au sein de l'ICANN pour utiliser le pouvoir de l'ICANN et ensuite présenter son opinion sur ces questions. Et les politiciens du monde entier s'intéressent aux questions liées à l'internet. Et les raisons pour lesquelles les politiciens souhaitent faire des législations au niveau national et régional et la façon dont ces politiques peuvent avoir un impact c'est très souvent parce qu'ils ne comprennent pas que le système d'identificateurs unique fonctionne d'une manière qui fait que ces législations vont à l'encontre de certaines choses.

Par exemple on connaît les législations qui existent contre les réseaux sociaux. Et je dirais que la technologie, c'est ce qui fonctionne. Et je pense qu'il nous faut parler de cela avec la communauté. Parce que, finalement, il y a un message ici qu'il faudrait faire passer, les gouvernements ont la capacité d'avoir un impact sur les citoyens de leur

pays quand il s'agit de tout cela. Et, des fois, nous devons protester tous ensemble pour certains agissements de certaines nations.

MATTHEW SHEARS: Merci. Je crois que nous avons une deuxième question. C'est une conversation fantastique, mais est-ce que vous voulez que l'on continue ou est-ce que vous voulez qu'on passe à la deuxième question ?

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Oui, je pense que nous pouvons continuer à parler de tout cela et ensuite nous parlerons des réunions en présentiel et du retour à la normale.

MATTHEW SHEARS: Maarten ?

MAARTEN BOTTERMAN: Merci, merci. D'après ce qui a été dit je crois qu'on a plus ou moins tout dit, les points importants. Il s'agit d'une question de participation et de reconnaissance. On ne peut pas dire aux gens ce qu'ils doivent faire, on peut leur dire l'impact que pourraient avoir ce qu'ils font, leurs actions. Ça c'est important.

Et les gouvernements souhaitent apprendre. Des fois c'est difficile, il y a des fois des choses qu'ils ne savent pas. Mais c'est tout ce que nous pouvons faire, on ne peut pas forcer les gouvernements à faire quoi que

ce soit, on ne peut rien leur imposer. Le système fonctionne comme ça, le système vise à ce qu'il y ait davantage de transparence.

On voudrait entendre les suggestions de la communauté aussi pour nous dire quelle a été leur participation, les rapports, ce qu'ils en pensent. Voilà.

Je crois que c'est quelque chose que nous voudrions encourager la communauté à faire. Et ce serait une bonne chose que la communauté fasse cela.

Les préoccupations que Bruna a exprimées concernant l'influence des gouvernements ou les tentatives des gouvernements, c'est important. Il nous faut nous assurer que le système des parties prenantes continue à faire ce qu'il fait, à savoir présenter les voix, les opinions de la communauté dans son ensemble. C'est une partie importante de notre plan stratégique, à savoir comment est-ce que nous travaillons avec les gouvernements et comment nous nous assurons que l'ensemble des voix soient entendues, les voix des parties prenantes et de la communauté. C'est pour cela que nous devons améliorer notre système et être attentifs tout le temps à ce qu'il se passe en général au niveau de la communauté.

Donc bravo et merci de nous faire participer à cette discussion.

MATTHEW SHEARS:

Merci. Léon ?

LÉON SANCHEZ:

Je voudrais rajouter un petit peu quelque chose. Je voudrais dire que l'ICANN n'est pas isolée, elle fait partie d'un écosystème. Et c'est pour cela qu'on pourrait demander à la communauté de nous aider à mieux éduquer les gouvernements au niveau national, au niveau régional et même à un niveau inférieur encore.

JE pense que c'est important de rappeler à tous ceux qui sont intéressés par ce thème qu'ils peuvent participer au niveau de l'organisation, au niveau du conseil d'administration pour aider la communauté à créer ces liens avec les parlements de façon à former tous les responsables et tous les acteurs dans ce sens.

MATTHEW SHEARS:

Bruna, allez-y.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Merci Matthew, merci Léon, merci à tous ceux qui ont pris la parole. Je crois que nous allons ici conclure cette première partie, et je dirais que nous comprenons que tout cela est un ensemble, mais nous comprenons aussi que parler avec des parties prenantes qui participent depuis 3 ans à cette mission qui est d'expliquer ou d'essayer d'expliquer aux gouvernements ce qu'est l'internet, et si vous travaillez comme Tatiana, Stéphanie, moi-même, puisque c'est notre mission au niveau du NCSG, donc nos préoccupations existent non pas seulement d'un point de vue de scepticisme mais aussi en fonction de choses qui existent, notre expérience pour essayer d'expliquer la façon dont fonctionne l'internet, avec ses différentes couches, etc.

Donc pour conclure, je dirais que c'est quelque chose qui est d'une grande importance, que cette conversation peut continuer à différents niveaux et ces interactions aussi. Nous sommes tout à fait ravis du fait de pouvoir échanger avec vous et pour nous c'est un point de grande importance.

En ce qui concerne notre deuxième question, nous avons une question plutôt générale qui porte sur les réunions présentielles, les réunions avec un système hybride. Nous voudrions savoir comment vous allez prendre la décision finale concernant le retour à la normale de nos réunions. Nous voudrions nous dire qu'il s'agit d'une décision de la communauté, que beaucoup ont participé aux débats sur ce point-là. Mais ma question serait la suivante : au cas où nous reviendrions à la normale, avec des réunions présentielles, est-ce que vous avez déjà réfléchi à la possibilité d'organiser un mélange, donc hybride, de réunions et quel pourrait être l'impact des différents systèmes de vaccination ?

MATTHEW SHEARS: Merci beaucoup Bruna. Je vais donner maintenant la parole à Maarten.

MAARTEN BOTTERMAN: Oui, je vais changer votre question et changer le SI par QUAND. Parce que ça va se produire, on va revenir en présentiel. Et c'est ce qui nous aide aujourd'hui à nous retrouver. Et ça nous permet de nous rendre compte à quel point c'est important les êtres humains qui sont derrière tout ce travail qu'on réalise.



Nous aussi nous avons très envie de retourner à des réunions publiques présentielles ou hybrides. Mais il faut adopter une approche d'évaluation de risques, il faut prendre en considération les risques, les conditions requises en termes de sécurité, et également les déplacements, la sûreté des déplacements. Parce qu'on a des gens qui viennent de plus de 100 pays de par le monde.

Donc plutôt que d'élaborer nos propres règles, on essaye de voir quels sont les exemples qui existent, en particulier lorsqu'on voit ce qu'il se passe dans les villes aux États-Unis, à Seattle en particulier. Et on regarde à Puerto Rico ce qu'il se passe au niveau de la Covid 19.

Et, pour nous, si le risque est très élevé alors on ne prend pas le risque d'organiser une réunion. Si ce risque est intermédiaire, alors évaluons les choses. Et c'est à la communauté de décider comment organiser les choses de sorte à faire sens aux yeux de la communauté et que pour les gens qui souhaitent participer aux premières réunions, réunions de haut niveau, puissent le faire peut-être à distance.

Et ensuite, l'autre chose qu'on analyse, ce sont les indicateurs en matière de sécurité. Mais s'il y a des risques élevés en matière de voyages, de déplacements, alors, poursuivons les choses en l'état. Ça n'est pas idéal, bien sûr.

Mais si on se tourne vers les 3 trois dernières années, on se rend compte que c'est incroyable tout ce qu'on a pu accomplir, même si on ne s'est pas réuni en présentiel. Et d'ailleurs, il va y avoir pour certains cette semaine des fuseaux horaires assez compliqués.

À l'heure actuelle, l'évaluation pour Puerto Rico, La Haye, le niveau de risque est très élevé. Et on espère que l'évaluation des CDC aux États-Unis va s'améliorer très prochainement. C'est ce qu'on espère pour l'avenir. Même aux Pays-Bas, qui est l'un des pays où il y a un système de santé relativement bon, le niveau est élevé. On ne l'a pas anticipé et pourtant c'est une réalité maintenant. Et il y a d'autres exemples dans le monde, il y a plein d'exemples dans le monde.

Donc, lorsqu'on en arrive à ce point où on va pouvoir se retrouver en face à face, que ce sera possible, il faudra le faire lorsque la menace de la Covid 19 ne sera plus là et lorsque les CDC décideront que le niveau de risque est faible.

Et je pense qu'il est très important que, pour la première réunion que l'on aura en présentiel, on insiste sur les conditions requises, vaccination et port du masque obligatoire ainsi que la distanciation physique. C'est très important. Ce qui veut dire qu'il y aura peut-être une limite en termes de nombre de participants admis dans la salle. Et on aura besoin de savoir qui est là en cas d'exposition potentielle, on va peut-être devoir demander aux gens une détection préalable, un test PCR avant de se rendre à la réunion parce qu'il est clair qu'en dehors des salles de réunion on n'a aucune idée de ce que les gens pourront faire à l'extérieur. Donc ça va être difficile de contrôler tous les déplacements des gens en dehors des réunions. Et il y aura peut-être également des quarantaines et des restrictions de déplacement.

Donc il faudra organiser tout cela avant la réunion, il va également falloir prendre en considération tous les aspects qui sont liés à la

ventilation, c'est encore plus important aujourd'hui, également le personnel sur place qui doit respecter toutes ces conditions en termes de sécurité et d'hygiène. Et tout cela pour garantir le succès d'une réunion présentielle réussie. Et il faut voir également ce qu'il en est du côté des conditions de déplacement, de voyage.

Toutes ces questions sont minimales par rapport à ce qui va probablement se passer. Cet été, les Européens ne pouvaient pas aller aux États-Unis or les Nord-Américains pouvaient, eux, aller en Europe. Donc voilà le genre de situation qu'on n'a pas pu anticiper. Et on continue à travailler là-dessus. Mais c'est une question importante effectivement.

Est-ce que les restrictions de voyage sont raisonnables ? Les conditions requises en termes de quarantaines, etc. ? Donc allons-nous reprendre les réunions publiques pour les bénéfices très clairs qu'on connaît en termes de communication, etc., est-ce qu'on est disposé à le faire ? Pas au prix de la sécurité et de la santé des participants, bien entendu. Et il faut voir quelles sont les conditions dans lesquelles il est raisonnable d'organiser des réunions physiques.

En attendant, nous apprécions aussi beaucoup, dans les plénières qu'il va y avoir cette semaine, qu'au sein de la communauté on ait une conversation par rapport au fait de savoir si on se retrouve, dans quelles conditions, de quelles manières on le fera, et d'une manière qui soit positive et qui nous aide pour qu'une partie d'entre nous, au moins, puisse se réunir de manière présentielle, tandis que les autres se joignent à nous de manière virtuelle.

Donc, effectivement, ça c'est l'objectif mais c'est un objectif qui ne cesse de bouger. Tout cela dépend des données disponibles au niveau international en matière de risques.

J'espère avoir répondu à votre question.

MATTHEW SHEARS:                   Merci Maarten. Beaucoup d'informations, n'est-ce pas ?

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Oui, merci Maarten. Je pense qu'en dépit du fait que, peut-être, les États-Unis et l'UE pensent de cette manière, je dirais qu'ici les choses sont bien différentes par rapport à la situation en Amérique Latine, en Afrique, et dans beaucoup d'endroits au monde. D'où ma réflexion ces dernières semaines parce que le niveau de liberté, la liberté d'ailleurs aussi de pouvoir refuser d'être vacciné, que vous avez, vous, dans vos pays en Europe et aux États-Unis, c'est assez préoccupant par rapport à l'idée de revenir en présentiel.

Donc peut-être que ma principale préoccupation a à voir avec les vaccins, est-ce qu'on va faire quelque chose par rapport aux membres de la communauté qui ont décidé de ne pas se vacciner ou qui refusent de l'être ? Parce que ça, ça nous place tous dans une situation de danger. Parce que même si vous êtes vacciné, vous pouvez tomber malade, bien entendu, mais il y a moins de risques.

Donc si nous avons une date pour l'ICANN 73, est-ce que ça va être organisé de manière hybride ou présentielle, ce serait une bonne chose à aborder pour ces 5 dernières minutes de réunion ?

MAARTEN BOTTERMAN:

Bah écoutez, excellente question. L'une des choses que l'on souhaite le plus si on devait décider maintenant, avec un niveau 4 de risque, la réponse est non. Donc on va reporter cette décision autant que l'on peut, mais il faut prendre en considération, bien entendu, toute la préparation de cette réunion si elle a lieu.

Donc d'ici deux semaines, me semble-t-il, une décision sera prise.

En tout cas, on se prépare, on collecte toutes les informations nécessaires pour que, le moment venu, on puisse prendre une décision, qu'on en connaisse l'impact financier également, l'impact sur la capacité de planification de la communauté aussi.

Pour l'instant, les choses ne se présentent pas bien. Nous gardons espoir. Et nous savons que même s'il s'avère que l'on continue à remettre pour plus tard la décision ça aura des conséquences, et des conséquences pour tout le monde.

J'ai vu qu'à Singapour il y a eu une réunion en octobre, donc c'était encourageant, mais je pense que d'ici deux semaines, je vous le répète, nous allons prendre une décision.

**MATTHEW SHEARS:** Merci Maarten, est-ce qu'un autre membre du conseil d'administration souhaite intervenir ? Ou une autre intervention là-dessus ?

**BRUNA MARTINS DOS SANTOS :** Oui, j'aurais une autre question, parce que je sais qu'il y a une séance communautaire sur le modèle hybride, présentiel, des réunions, etc. est-ce qu'on va revenir en présentiel. Donc est-ce que vous pourriez nous dire si vous avez des solutions ou suggestions de choses qu'on devrait explorer ? Si on revient à des réunions en présentiel, ce serait une bonne chose de le savoir parce que quelqu'un a parlé du FGI sur le chat mais je pense qu'on ne sait pas encore combien de gens vont y aller ou si cette réunion va effectivement fonctionner. Même si on est très conscients des efforts déployés, on ne va pas être au même niveau de participation pour les réunions hybrides, on le sait.

Est-ce que vous aimeriez connaître nos contributions lors des séances ? Ce serait une très bonne chose.

**MAARTEN BOTTERMAN:** Oui, merci beaucoup, j'apprécie énormément. Pour l'heure, en ce qui concerne le forum sur la gouvernance de l'internet, le FGI, nous avons déjà des créneaux avec des intervenants qui ont d'ores et déjà décidé qu'ils n'allaient pas s'y rendre. Et la bonne chose avec ces réunions sur modèle hybride, c'est que si vous décidez au dernier moment de ne pas y aller, il n'y a pas de problème puisque vous pouvez le faire sur un format virtuel.

Donc on va analyser cela et on va essayer d'apprendre de l'expérience du FGI parce que nous ne sommes pas les seuls à traverser ce genre de situation. Donc on essaye d'apprendre les uns des autres.

Ce que l'on a vu, notamment dans la première phase de la Covid 19, c'est que les organisations se tournaient vers nous pour savoir comment on s'organisait. Donc j'espère que tout cela va aider.

J'aimerais pouvoir vous donner une réponse définitive, mais malheureusement je ne l'ai pas.

MATTHEW SHEARS: Bruna, il est l'heure. Je crois que cette réunion touche à sa fin.

BRUNA MARTINS DOS SANTOS : Oui, merci, merci de ces échanges. Toutes nos excuses si nous avons dû vous transmettre une liste de préoccupations, mais nous apprécions énormément ces échanges avec vous et nous attendons avec impatience la prochaine réunion, le prochain échange.

Et excellent début de l'ICANN 72 à tous.

MATTHEW SHEARS: Oui, effectivement, excellente discussion, je partage avec vous. Et continuons à suivre ce qu'il se passe du côté du FGI, du côté d'un modèle hybride ou virtuel. Maarten ? Le mot de la fin ?

MAARTEN BOTTERMAN: Oui, je suis tout à fait d'accord, peut-être que ça a été une discussion inattendue, mais on a bien vu que c'était une discussion possible. Je pense que sur ces deux points que l'on a évoqués on a eu de bons échanges, on a amélioré notre compréhension. Je n'appellerai pas cela de l'éducation, mais on échange et, en tout cas, on s'écoute les uns et les autres.

Donc merci de nous accompagner.

MATTHEW SHEARS: Merci. Cette séance est finie, on se retrouve pour une prochaine séance, merci.

AVRI DORIA: Au revoir tout le monde.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**